

R

Le 21 juin 1989

DÉLÉGATION PERMANENTE DE LA FRANCE
AU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE - NORD

REG. P.A
ACTION SLIP
N° 7625/89

P. A. Sub - Registers
Fila # 19-10-01 (Poland)
19-3-01

VISITE D'ETAT DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE EN POLOGNE
(14-16 JUIN 1989)

La visite d'état de trois jours que le Président de la République a effectuée en Pologne se situait entre les deux tours des élections législatives qui se sont traduites par une percée de la démocratie, sans précédent dans l'histoire de la république populaire.

En effet, le premier tour du 4 juin a vu le succès éclatant de Solidarité et le second, le 18 juin, s'est caractérisé par des abstentions massives alors que ne restaient plus en lice que les candidats de la coalition gouvernementale.

La dernière visite d'un président français remontant à 1975, celle du Président Mitterrand intervenant dans un contexte d'apaisement relatif de la situation intérieure, était attendue avec un égal intérêt par les Polonais de tous bords. Leur espoir commun était, en effet, que la France apporte son soutien aux réformes en cours, et plus précisément qu'elle aide leur pays à sortir de la crise économique.

1. Déroulement de la visite :

Les Polonais ont été sensibles au fait que le président était accompagné d'une forte délégation de Ministres (MM. Dumas, Geregovoy, Joxe, Lang, Rausch et Chereque). Ceux-ci ont pu avoir avec leurs homologues des entretiens assez approfondis.

.../..

DECLASSIFIED - PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2014)0007 - DÉCLASSIFIÉ - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

Un groupe important d'hommes d'affaires s'est rendu avec M. Rausch à la Foire de Poznan, pour la journée française du 15 juin.

Des parlementaires, membres du Groupe d'Amitié France-Pologne ont eu d'utiles contacts avec quelques élus du premier tour. Un groupe de personnalités du monde culturel a rencontré les intellectuels polonais dans le cadre de l'Institut de Varsovie.

Une centaine de journalistes ont couvert l'ensemble de la visite présidentielle.

B) Le programme du Président, très dense du fait de la diversité et de la complexité de la société polonaise, a comporté au total trois heures d'entretiens avec le Général Jaruzelski (2 heures au moment de l'arrivée et une heure avant le départ). Un petit déjeuner de travail avec le Premier Ministre Rakowski a été consacré aux questions économiques et financières. Le Président s'est entretenu à la résidence avec le cardinal Glemp, Primat de Pologne.

Au dîner officiel, se trouvaient deux représentants de Solidarité : le Professeur Trzeciakowski et M. Mazowiecki, mais les autres figures de l'Opposition, à commencer par Lech Walesa, avaient excipé du caractère tardif de l'invitation pour la décliner. Il s'agissait, en fait, dans leur esprit de marquer que l'Opposition demeurait l'Opposition en évitant une manoeuvre de récupération évidente.

La visite à Gdansk a été marquée par une cérémonie avec le Général Jaruzelski à Westerplatte, endroit où a eu lieu le premier engagement militaire de la deuxième Guerre Mondiale dont la Pologne commémorera, cette année, en septembre, le cinquantenaire. Dans ce port de la Baltique, capitale de Solidarité, le président a consacré une partie importante de son programme à des contats avec Lech Walesa et ses principaux conseillers. Il leur a offert un déjeuner et a déposé avec le Prix Nobel de la Paix, en présence d'environ 3.000 personnes, une gerbe au monument des Trois Croix dédié aux victimes de l'insurrection ouvrière de décembre 1970. Le dernier jour, le Président et la Délégation ont visité les camps de concentration d'Auschwitz et de Birkenau.

.../...

A Cracovie, le Président, pendant une heure et demi, a dialogué avec environ 350 étudiants de l'université Jagellonne, un nombre de même importance assistant à la retransmission des débats dans une salle voisine. Dans la seconde moitié de cette rencontre, les préoccupations des jeunes Polonais se sont révélées avec plus de netteté lorsque des questions ont été posées sur les perspectives que la Pologne pouvait avoir de rejoindre un jour l'Europe occidentale alors qu'elle était "handicapée par un socialisme voué à l'inefficacité et à l'échec".

De ce contact, le Président a retiré l'impression que, par rapport à ceux qu'il avait eus avec les étudiants à Bratislava et à Sofia, les jeunes Polonais se montraient moins désespérés, ce qu'expliquaient, a-t-il précisé, les perspectives aujourd'hui ouvertes à Varsovie par les progrès de la démocratie, observation qui correspond à la détente relative des esprits, même si elle n'est que provisoire, qu'ont provoqué les élections législatives polonaises.

Une autre caractéristique de ce voyage relevée par les observateurs est la mobilisation populaire qui s'est manifestée tant à Gdansk (traversée de la vieille ville avec le Général Jaruzelski, dépôt de gerbe au monument des Trois Croix) qu'à Cracovie (sur la place du Marché).

2. Entretiens avec le Général Jaruzelski :

A) Le Général Jaruzelski, après avoir dit toute l'importance qu'il attachait à cette visite, a remercié le Président pour l'avoir reçu à Paris, en décembre 1985. Dès cette époque, en effet, il était permis de penser que la situation en Pologne n'était pas irrémédiablement bloquée. Une évolution vers la démocratie était possible, à condition que les esprits mûrissent de part et d'autre, ce qui avait été le cas, y compris de la part de Solidarité.

.../...

Il fallait que le capital d'amitié entre la France et la Pologne serve désormais de fondement à la relance nécessaire de leurs relations. Les relations franco-polonaises devaient servir de trait d'union pour le rapprochement entre l'Est et l'Ouest. Notre pays pouvait être assuré que l'évolution démocratique en cours n'était pas une manoeuvre du Pouvoir, mais était bien acceptée comme un processus irréversible répondant aux nécessités de la Pologne.

La situation économique était critique. Le risque d'une explosion sociale demeurait considérable. Mais cette menace même rapprochait les responsables du pouvoir, de Solidarité et de l'Eglise polonaise. L'Armée, la police et l'administration, a précisé le Général Jaruzelski (qui n'a guère parlé du P.O.U.P.), étaient suffisamment disciplinées pour se mettre au service de la politique de réformes.

Vu la gravité de la crise économique, la Pologne comptait beaucoup sur notre appui pour l'aider à passer le cap difficile des prochaines années.

Le Président de la République a affirmé notre volonté, dans le cadre d'un "plan d'action et de solidarité avec la Pologne", de faire des efforts importants dans quatre domaines : économique et financier, coopération technologique (y compris "Eureka technologique" et "Eureka audiovisuel"), relations culturelles, échanges de jeunes.

Le Général Jaruzelski, qui s'est félicité de ces résultats, a cependant mis l'accent sur la nécessité d'un nouvel effort d'aide économique et financière pour préserver la stabilité en Pologne.

B) Une partie importante des entretiens a été consacrée aux problèmes du désarmement. Le Président de la République a exposé, d'une manière complète, la position française. Après s'être félicité des accords qui étaient intervenus sur les armes nucléaires à moyenne portée, il a observé que, jusqu'à présent, le dossier capital de la réduction de 50 % des armements stratégiques américains et soviétiques restait en

.../...

l'état. Or chacune des super-puissances disposait d'environ 12 à 13.000 charges nucléaires alors que la France n'en avait que 300 ; en poursuivant son effort de modernisation, elle n'en aurait jamais que 350. Cet armement, y compris celui que l'on qualifiait de "courte portée" relevait uniquement de la dissuasion nucléaire défensive. Dans ce contexte, l'armement conventionnel représentait, pour nous, la priorité avec l'avantage que les discussions de Vienne dépendaient de tous les pays européens.

Le Général Jaruzelski a déclaré qu'il reconnaissait volontiers la cohérence de la position française. Par exemple, on convenait, du côté polonais, avoir trois fois plus de chars que la France. Ce genre de déséquilibre devait être pris en considération. Mais il était indispensable de multiplier les mesures de confiance afin de réaliser des progrès.

C) A la fin de l'entretien du dernier jour, ont été examinées les questions des futures visites ministérielles. Le Président a invité le Général Jaruzelski à se rendre en visite d'état en France, ce qui a été accepté.

3. Entretien avec le Premier Ministre M. Rakowski :

Prenant le relais des entretiens qu'avaient eus MM. Beregovoy et Wroblewski, le petit déjeuner de travail avec M. Rakowski a été consacré à l'examen du dossier économique et financier.

A) Dette polonaise : Il a été constaté qu'un effort important était consenti par la France, du fait de l'accord signé la veille et qui portait sur le rééchelonnement de plus de 7,5 milliards de francs de la dette polonaise envers notre pays (soit le tiers de notre créance), avec un délai de grâce de cinq années, le remboursement s'effectuant sur les cinq années suivantes. Le Président de la République a réaffirmé sa volonté d'être l'avocat de la Pologne auprès du F.M.I. et de la Banque

..../...

Mondiale, ainsi qu'au sein du Club de Paris afin d'obtenir une restructuration générale de la dette extérieure publique polonaise. Par ailleurs, il a déclaré que la Pologne avait vocation à bénéficier des mécanismes de soutien qu'il avait proposés dans son discours à l'Assemblée Générale des Nations-Unies, leur objet étant de favoriser la réduction de la dette bancaire.

M. Rakowski et le Ministre des Finances, M. Wroblewski, ont insisté sur l'importance du facteur temps et demandé notre soutien pour arriver à une "formule spectaculaire" permettant de régler le problème de la dette polonaise de façon globale. Il conviendrait, selon eux, d'aboutir à un accord unique de consolidation lié, en particulier, aux capacités d'exportation de la Pologne.

B) En second lieu, la France a fait connaître son changement de position concernant l'assurance crédit. Elle mettait à la disposition de la Pologne des crédits nouveaux : 150 millions de francs de crédits à court terme, immédiatement utilisables ; 500 millions de francs de crédits à moyen terme, destinés à financer des projets industriels précis, correspondant à des secteurs prioritaires de l'économie polonaise (agro-alimentaire, hôtellerie, industrie ...). Ces crédits à moyen terme, déjà mis en place, permettront de préparer des contrats et pourront être utilisés dès qu'interviendra la signature, en septembre ou octobre prochain, de l'accord avec le F.M.I.

C) S'agissant des investissements français en Pologne et de la promotion des sociétés mixtes, il a été indiqué que la garantie du trésor était désormais ouverte, de façon permanente, aux investissements français en Pologne sur la base de l'accord sur la protection des investissements signé à Paris en février.

.../...

D) S'agissant des relations entre la Pologne et la C.E.E, nous avons manifesté notre intention, si la négociation n'était pas conclue avant la fin du premier semestre, de la mener à bien pendant notre présidence. Nous souhaitons la libération la plus complète possible des échanges commerciaux entre les deux parties (élimination, avec date limite, des restrictions quantitatives aux exportations polonaises). Nous étions favorables à un échange de concessions agricoles. En contrepartie, nous attendions que soient facilitées les activités des opérateurs commerciaux de la Communauté. Nous souhaitons enfin que la Banque européenne pour l'investissement mène des actions de coopération financière avec la Pologne.

E) Concernant la coopération bilatérale à prolongement économique, ont été signés, en dehors du texte sur le rééchelonnement de la dette, un accord sur la protection de l'environnement et un autre sur la formation des cadres de gestion. Par ailleurs, a été également conclu un accord sur les échanges de jeunes, qui s'assigne un objectif de 10.000 échanges pour 1992, soit trois fois le nombre actuel.

4. Entretien avec le Cardinal Glemp :

Le Primat a souligné que les progrès de la démocratie allaient plus loin qu'il ne l'avait lui-même espéré. L'Eglise catholique, qui avait joué un rôle important à ce sujet, n'entendait pas pour autant se désintéresser des problèmes politiques. Elle se réservait d'exprimer son opinion sur les problèmes d'éthique. Du fait de l'accord entre le Pouvoir et Solidarité, elle prendrait cependant du champ par rapport à la politique pour se consacrer davantage à l'exercice de sa mission.

Le statut que l'Eglise avait obtenu récemment du Pouvoir, et qui allait, lui aussi, assez loin dans la reconnaissance de ses droits, lui permettait désormais d'agir plus librement, notamment dans le domaine caritatif. Interrogé par le Président de la République sur le risque d'une explosion sociale, du fait même de l'introduction de la liberté en Pologne, le Cardinal s'est montré confiant. Le véritable danger venait de la situation économique.

.../...

5. Entretien avec l'Opposition à Gdansk :

Le déjeuner que le Président et Mme Mitterrand ont offert à Lech et Danuta Walesa, ainsi qu'à une vingtaine de conseillers du président de Solidarité, a surtout donné lieu à un échange de vues direct entre le Chef de l'Etat et le Prix Nobel de la Paix. Il s'est confirmé, à cette occasion, que l'Opposition était pleinement consciente des responsabilités qui lui incombait, du fait de sa victoire électorale. Pour elle, il convenait de ne rien brusquer. Il s'est avéré aussi que Lech Walesa mesurait le risque que comportait pour son mouvement une participation directe à l'exercice du pouvoir. L'Opposition, sur la base des accords de la table ronde, entendait poursuivre prioritairement le combat pour de nouvelles libertés (libertés locales, élimination progressive de la Nomenklatura).

La préoccupation qu'inspire à Solidarité l'état de l'économie a conduit Lech Walesa à remettre au Président un memorandum sur l'aide que les institutions et les pays occidentaux devraient consentir à la Pologne. Cette requête porte sur une aide massive de 10 milliards de dollars sur trois ans.

6. Conférence de presse :

Le Président a clairement défini la signification de sa visite : le plan d'aide à la Pologne n'était pas lié à des conditions politiques. La France, qui ne sera pas indifférente à l'évolution de la démocratie en Pologne, se devait aussi d'avoir des égards pour sa souveraineté ... L'aide que venait d'apporter la France avait été reconnue comme étant la plus importante qui ait été accordée ces dernières années par les pays occidentaux. La France avait ainsi décidé de faire confiance à la Pologne avec les chances et les risques que ce choix comportait, l'important étant avant tout d'aider les Polonais.

.../...

Enfin, le Président a rendu hommage aux principaux responsables polonais. Le Général Jaruzelski et le Premier Ministre se comportaient en hommes de courage face à une situation qui était, objectivement, très difficile. La suite dépendra de leur maîtrise. Ce sens aigu des responsabilités appartenait également à ceux qui venaient de remporter les suffrages populaires. C'étaient de grands patriotes à qui il convenait aussi de rendre hommage. La Pologne était aujourd'hui engagée dans une grande entreprise nationale dont on trouvait peu d'équivalents ailleurs./.